

social atteint son comble. L'évolution de l'âge au départ en retraite et celui de l'espérance de vie divergent depuis un siècle : le premier diminue, le second augmente. Ainsi, au recensement français de 1936, 50 pour cent des hommes âgés de 75 ans étaient encore en activité. En 1990, cet âge médian de départ en retraite est tombé à 58 ans, soit 17 ans de moins. Dans le même temps d'ailleurs, l'âge médian d'entrée dans la vie active a augmenté d'environ 10 ans, à cause de la prolongation des études et du chômage. Le problème des retraites est devenu une question générale de partage des revenus dans une existence où l'on passera 25 ans ou plus en formation, 25 ans en retraite et une petite trentaine d'années en activité réelle.

On ne peut espérer de miracles comparables qui ramèneraient les coûts d'éducation et de retraite à ceux qui prévalaient à l'époque où la formation durait moins de 15 ans, la retraite moins de 10 ans et la vie active, une quarantaine d'années... quand on ne mourrait pas avant son terme.

On ne doit pas non plus accuser l'augmentation de l'espérance de vie d'être à l'origine de ce problème. Conséquence du progrès économique et social, elle accompagne l'évolution de la société, mais ne la détermine pas.

LE MYTHE DE LA SURPOPULATION

Sous l'influence d'une opinion française nataliste souhaitant une France toujours plus peuplée, on oublie que le reste du monde, malthusien, craint au contraire la surpopulation. On accuse cette dernière des pires maux, la disparition de la diversité biologique, le trou de l'ozone et le réchauffement climatique. Sur-tout, on attribue à la croissance démographique le déséquilibre entre population et subsistances, dont des centaines de millions d'affamés souffrent dans le monde.

L'erreur fondamentale de ces imputations vient de l'idée abstraite d'une «population mondiale» ou même d'une «population indienne» qui rend fictivement égaux tous les humains ou tous les Indiens. Or certains pays riches (Australie, États-Unis par exemple) émettent 50 fois plus de gaz à effet de serre par tête d'habitant que les pays pauvres (et peuplés, comme le Bangladesh ou l'Inde) et certains riches des pays pauvres émettent 100 fois plus de ces gaz que les innombrables pauvres de leur propre pays.

Il en est de même pour la nourriture, moins souvent mentionnée. En effet, depuis 30 ans, bien que la progression

de la production de vivres ait été nettement plus rapide que celle de la population, la faim continue à tourmenter un nombre considérable d'humains. Or si les disponibilités en céréales permettent, en principe, de nourrir la population actuelle du monde, elles sont, elles aussi, partagées entre riches et pauvres. Ainsi 40 pour cent de la production mondiale des céréales ne sont pas consommées par les hommes, mais par des animaux, veaux, vaches, poules, cochons, qui termineront à leur tour dans l'assiette du consommateur fortuné. Or, sur dix calories de céréales fournies à un animal d'élevage, l'homme n'en retrouve qu'une dans son assiette. Selon le type de nourriture, de l'uniquement végétale à l'uniquement animale, la population maximale que peut nourrir la Terre varie alors dans un rapport de 1 à 10.

Toute évaluation de population maximale supportable par la planète, comme celles qui inspirent les évaluations de «carrying capacity» ou de développement durable, doit donc d'abord définir un style d'alimentation. On s'aperçoit alors, comme l'avait fait remarquer Alfred Sauvy, que les vrais concurrents des affamés des pays pauvres ne sont pas les repus des pays riches, mais leurs animaux domestiques.

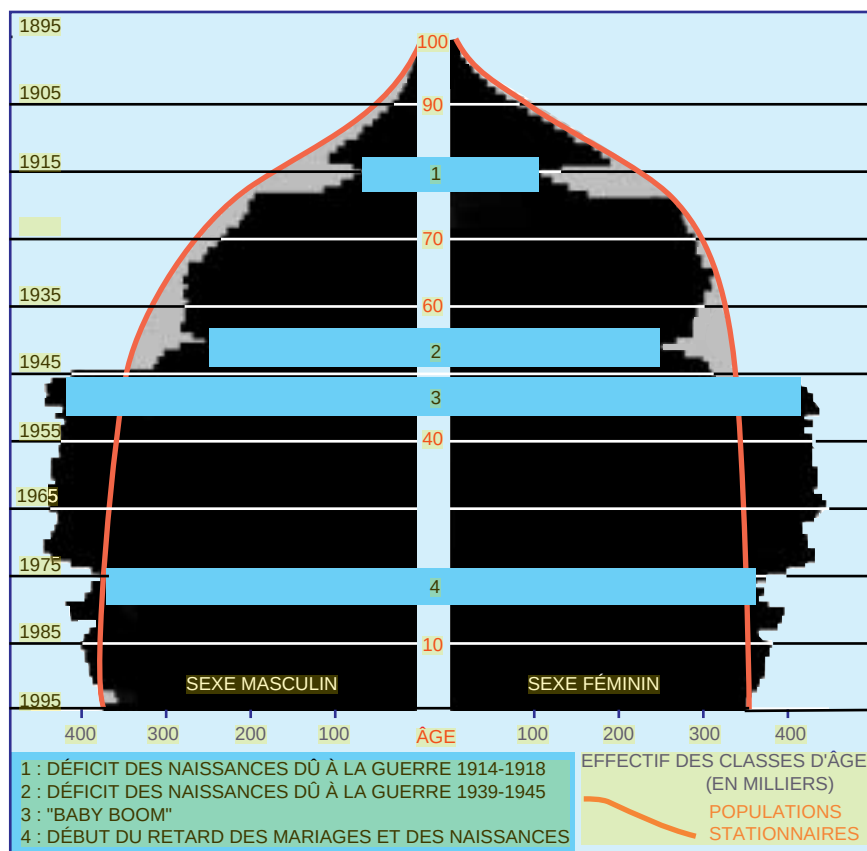
Le mythe d'une population mondiale construit donc le mythe de la surpopulation en masquant les aspects gênants de l'inégalité sociale. On peut parler de «naturalisation de la société», c'est-à-dire de transformation des faits sociaux en faits biologiques, tendance assez fréquente en démographie.

LES GRANDES INVASIONS

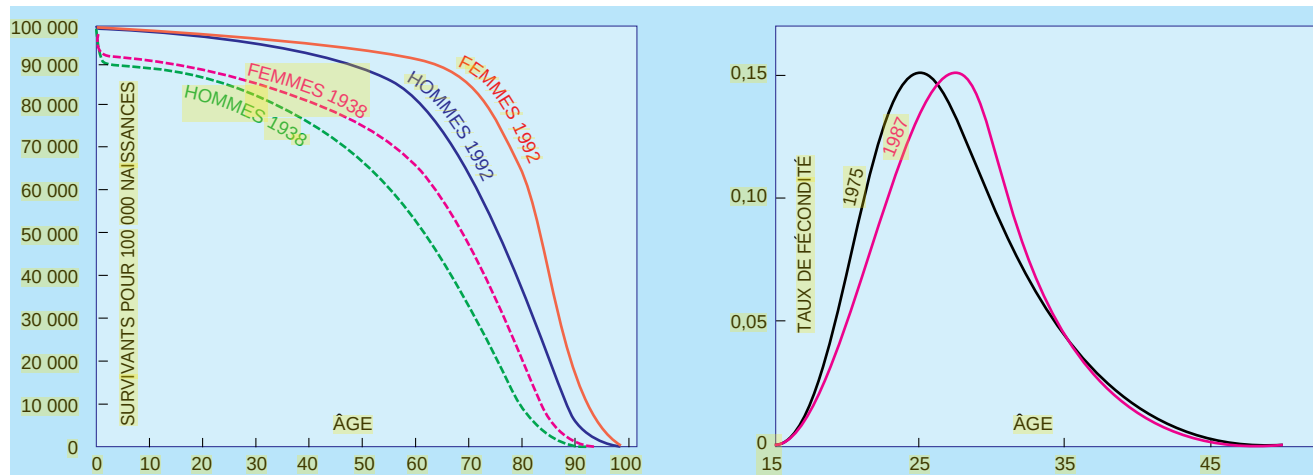
S'il est un domaine de la démographie où l'on retrouve le fantasme biologique et même physique, c'est celui de la migration internationale. Les métaphores les plus courantes sont d'ordre météorologique ou hydraulique : les basses pressions sont soumises à l'irruption des hautes pressions, deux vases communicants se remplissent inéluctablement par déversement de l'un dans l'autre. On a craint l'invasion allemande, puis celle d'Afrique du Nord. On s'oriente vers une peur de l'Afrique noire.

Il est vrai que les populations animales règlent en général leurs populations par dispersion plus que par territorialité. Toutefois, presque dès l'origine, l'espèce humaine s'est comportée différemment. On peut même soutenir qu'elle n'a connu de migrations importantes qu'à de brefs moments de son histoire.

Ainsi, lors de la grande phase d'extension de l'agriculture, le modèle de



2. Les générations adultes sont plus nombreuses que dans la population stationnaire en raison de l'immigration et du «baby-boom».



3. Évolutions du taux de mortalité et du taux de fécondité par âge en France. La courbe de fécondité se déplace vers les âges plus élevés, car les femmes retardent le moment où elles auront des enfants.

«vague d'avancée» de L. Cavalli-Sforza et M. Ammermann, repris par la nouvelle archéologie de Colin Renfrew, est préféré à une hypothèse d'invasion. Dans la vague d'avancée, les populations agricoles dont la densité atteint au moins dix habitants au carré se répandent en tache d'huile depuis leurs foyers proche-orientaux à l'ensemble de l'Eurasie en trois ou quatre millénaires, avec une progression d'environ 30 kilomètres par génération, en refoulant les populations très peu denses (moins d'un habitant pour dix kilomètres carrés) de chasseurs-cueilleurs.

Plus tard, ces peuples du Nord et de l'Est, Goths, Vandales, Huns heptaliens, puis Vikings, Hongrois et Turcs qui affolent notre imaginaire, n'ont jamais été bien nombreux : quelques dizaines de milliers de personnes ont dominé des millions d'agriculteurs sédentaires. Plus près de nous, il a fallu attendre l'extension européenne du XIX^e siècle pour assister à des migrations significatives. Cependant elles ont peu duré et, de plus, les migrations actuelles sont dérisoires en comparaison : ainsi dans les premières années du XX^e siècle, chaque année, un pour cent de la population italienne partait s'établir dans les pays neufs ou en France. Si, aujourd'hui, un pour cent des populations indiennes et chinoises quittait son pays, nous devrions recueillir plus de 20 millions de personnes. Même en majorant la clandestinité, nous sommes loin de ces chiffres.

À la même époque, les immigrants qui s'installaient chaque année aux États-Unis représentaient deux pour cent de leur population totale. L'équivalent dans la France actuelle serait une immigration annuelle de un million cent mille personnes. Les chiffres sont au moins dix fois plus faibles.

L'UTOPIE DE LA STABILITÉ

La stabilité dans l'espace semble se payer d'instabilité dans le temps. Or, la naturalisation, la biologisation, la réification des populations les assujettit à des lois immuables, telles celles qui président à la théorie des populations stables, le paradigme majeur de la démographie formelle. Une grande partie des infortunes de la démographie provient de là, tant dans l'analyse que dans la prévision. Par exemple, l'idée d'une croissance indéfinie, fondement des craintes malthusiennes, provient du postulat de stabilité des comportements et non de l'observation.

Le démographe italien C. Gini a comparé ces extrapolations à la croissance d'un jeune enfant. En généralisant l'augmentation de sa taille, cinq à six centimètres par an, à l'ensemble de sa vie, l'adulte aurait plus de cinq mètres de hauteur lorsqu'il atteindrait 100 ans. Plus sérieusement, mais dans la même veine, cette stabilité des comportements est à la base de la construction des indices démographiques de fécondité et de mortalité. L'espérance de vie, autant que l'indice de fécondité annuel, reposent sur l'hypothèse que les risques ou chances futurs de fécondité ou de mortalité par âge demeureront les mêmes que ceux observés durant l'année considérée. Or ces risques ont toujours beaucoup varié d'une année à la suivante dans le passé et, de surcroît, la nature de la variation (par exemple le retard de certains événements comme la natalité) influe sur la quantité mesurée, un peu comme le mouvement du train d'Einstein influe sur les mesures du temps et de l'espace relativiste.

Inutile alors de s'étonner de la faiblesse des projections démographiques.

Elles accentuent les tendances rigides que nous venons de passer en revue. Leur histoire traduit l'impossibilité de prévoir l'évolution des sociétés humaines, ce qui est désolant pour nos facultés d'analyse, mais rassurant pour notre sentiment de liberté.

Paradoxalement, ces défauts n'arrêtent ni les démographes ni les hommes politiques dans l'exploitation de thèmes natalistes ou xénophobes. Au contraire, dirait-on, car les deux professions échangent leur rôle. Presque chaque fois que j'ai discuté de démographie avec un homme politique, il m'a administré un cours magistral, et presque chaque fois qu'un démographe s'adresse à un politique, c'est pour lui indiquer les mesures urgentes à prendre. L'échange est à l'avantage des deux. L'homme politique paraît quitter l'arène des affaires mesquines en exprimant son attachement à des valeurs durables, la famille, transcender les intérêts socio-économiques en les associant dans de larges classes d'âge, les jeunes, les actifs, les vieux et, finalement, manifester l'attachement qu'il porte à sa patrie en l'assimilant à sa population. De même, le démographe apparaît comme un chercheur responsable dont les résultats sont immédiatement appliqués, et comme un précieux auxiliaire du politique. La farce serait amusante si elle ne contribuait pas à entretenir une masse d'idées fausses, de métaphores incorrectes et de contresens.

Hervé LE BRAS, Directeur de Recherche à l'INED, dirige le laboratoire de démographie historique. Ce texte est la retranscription du débat enregistré avec Émile Noël, qui sera diffusé sur France Culture le 5 juin 1996, à 9 heures.